

# FENÊTRE SUR LE NOUVEAU NUCLÉAIRE: RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS DE MARS ET AVRIL EN EUROPE

## ARTICLE DE

Inès DANELUZZO

L'article analyse les événements clés de **l'industrie nucléaire en Europe** entre mars et avril 2024, soulignant le soutien croissant à l'énergie nucléaire en tant que ressource stratégique dans la lutte contre le changement climatique. Les sommets et accords internationaux, tels que ceux du G7 et de l'AIEA, soulignent l'importance de la coopération et de l'innovation pour un avenir énergétique durable.



## Le sommet de Bruxelles redéfinit l'avenir énergétique mondial

Le premier sommet sur l'énergie nucléaire, tenu à Bruxelles le 21 mars 2024, a marqué **un tournant sans précédent dans l'histoire de l'énergie mondiale**. Organisé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), cet événement a vu la participation de représentants d'une trentaine de pays, d'organisations internationales et du secteur privé, qui se sont réunis pour examiner les défis et opportunités liés à l'énergie nucléaire.

Parmi les thèmes clés débattus, le **rôle crucial** de l'énergie nucléaire dans la lutte contre le changement climatique a été unanimement souligné. Les participants ont reconnu que l'énergie nucléaire peut fournir une source stable et efficace d'électricité à faible teneur en carbone, contribuant ainsi de manière significative aux efforts mondiaux de **réduction des émissions de gaz à effet de serre**.

Le sommet a d'ailleurs souligné l'importance de la collaboration et de l'innovation afin de garantir une utilisation fiable et responsable de la technologie nucléaire. Les participants ont convenu de la nécessité urgente de promouvoir la **recherche et le développement** pour améliorer la sûreté des installations nucléaires, optimiser la gestion des déchets radioactifs et renforcer les mesures de non-prolifération.

L'une des déclarations les plus significatives du sommet a été celle de la Présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**, qui a réaffirmé **l'importance stratégique** de l'énergie nucléaire pour atteindre les objectifs climatiques de l'UE d'ici à 2050. Cette déclaration a marqué un net changement de position de l'UE à l'égard de l'énergie nucléaire, soulignant son rôle fondamental aux côtés des énergies renouvelables dans l'avenir énergétique du continent.

Cependant, malgré le soutien croissant à l'énergie nucléaire, **d'importants défis subsistent**. Les préoccupations concernant la sécurité des centrales nucléaires, la gestion des déchets radioactifs et la non-prolifération nucléaire restent au cœur du débat. De surcroît, la perception de l'énergie nucléaire par le public, influencée par les accidents passés tels que Tchernobyl et Fukushima, reste un obstacle majeur à surmonter.

Néanmoins, le sommet a constitué une étape importante vers **une plus grande acceptation et intégration** de l'énergie nucléaire dans les politiques énergétiques mondiales. Sa conclusion par un appel à la coopération internationale pour soutenir l'expansion de l'énergie nucléaire reflète un engagement commun à relever les défis et à maximiser les avantages de cette importante ressource énergétique. En définitive, le sommet a jeté les bases d'un avenir énergétique plus durable et résistant, dans lequel l'énergie nucléaire jouera un rôle clé pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux croissants.

## **G7 environnement, énergie et climat de Turin: Considérations sur le nucléaire**

Le sommet du **G7 environnement, énergie et climat** s'est ouvert le dimanche 28 avril dans la Reggia di Venaria Reale de Turin. Les ministres de l'Italie, du Canada, de la France, de l'Allemagne, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis se sont mis d'accord sur une série d'engagements en matière de **décarbonation** et de **lutte contre le changement climatique**.

Parmi les engagements les plus notables figure la décision **d'éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon** au cours de la première moitié des années 2030. Parallèlement aux engagements sur les énergies renouvelables, le sommet a apporté un soutien important au **nucléaire de nouvelle génération**. Le G7 s'est engagé à promouvoir le déploiement responsable des technologies de l'énergie nucléaire, notamment les réacteurs avancés et les petits réacteurs modulaires, y compris les microréacteurs. Le communiqué final souligne également l'importance de partager les meilleures pratiques nationales, y compris la gestion responsable des déchets nucléaires. En outre, la volonté de poursuivre les activités de recherche sur la technologie de la fusion nucléaire a été confirmée, encourageant l'investissement privé et la participation publique pour relever les défis de la recherche et développer les chaînes d'approvisionnement et la main-d'œuvre à l'échelle internationale.

Le commissaire européen chargé du climat, **Wopke Hoekstra**, a qualifié le sommet de « succès extraordinaire ». Le ministre italien de l'environnement, **Gilberto Pichetto**, a également exprimé sa satisfaction en déclarant : « Ce fut un travail intense, un travail important. Il est important que les principales économies mondiales assument la responsabilité et la charge financière de relever le défi de la transition écologique et de mettre en œuvre un nouveau modèle de développement durable ». **Luca Bergamaschi**, directeur du think tank Ecco, a souligné l'importance des engagements pris par le G7 : « Les pays du G7 font un pas en avant décisif pour traduire la Cop28 de Dubaï en politiques nationales ». **Mariagrazia Midulla**, de WWF Italie, a appelé le gouvernement italien à réduire sa dépendance au gaz, en faisant preuve de cohérence et de leadership dans la transition énergétique.

### **Perspectives du nucléaire : Stratégies étatiques et d'entreprise**

#### **ENEL**

Les déclarations de **Paolo Scaroni**, président d'Enel, soulignent le besoin urgent d'augmenter les investissements dans les énergies renouvelables pour lutter

contre le changement climatique. Dans son discours prononcé à Rome lors de la **Conférence des ambassadeurs de l'Ordre Souverain Militaire de Malte** le 25 janvier 2024, M. Scaroni a souligné qu'à l'heure actuelle, seuls 3 % de la consommation mondiale d'énergie proviennent de sources renouvelables et qu'il est essentiel de tripler les investissements pour atteindre les objectifs de réduction des émissions d'ici à 2030. Toutefois, M. Scaroni a également souligné l'importance de l'énergie nucléaire dans la réalisation de l'objectif « zéro émission », affirmant qu'avec les technologies actuelles, il est impossible d'atteindre cet objectif **sans l'énergie nucléaire**. Il a également évoqué la possibilité intéressante d'utiliser l'énergie solaire depuis l'espace comme source d'énergie potentielle.

Les déclarations de **Flavio Cattaneo**, PDG d'Enel, confirment quant à elles l'engagement de l'entreprise dans le secteur nucléaire, **Enel** étant déjà impliquée dans des projets nucléaires de génération IV et étant en contact avec des entreprises telles que **Newcleo** pour explorer d'autres développements. Lors de la conférence de presse sur le Plan stratégique 2024-26 de l'entreprise en novembre 2023, M. Cattaneo soulignait l'expérience d'Enel dans le secteur nucléaire et sa volonté **d'évaluer les nouvelles technologies et options dans le domaine nucléaire**, y compris les petits réacteurs modulaires.

Ces déclarations, faites à la veille du Nuclear Energy Summit de Bruxelles, soulignent la complexité des décisions prises au niveau mondial en matière d'énergie et le débat permanent sur la meilleure combinaison de sources d'énergie pour relever les défis climatiques. Si les énergies renouvelables restent un pilier essentiel de la transition vers un avenir plus durable, le rôle de l'énergie nucléaire continue d'être un sujet de discussion et d'intérêt pour des entreprises telles qu'Enel, qui explorent de nouvelles technologies et opportunités dans le secteur.

## **EDF et Framatome**

Dans une interview accordée à Franceinfo en novembre 2023, le PDG d'EDF, **Luc Rémont**, a présenté la feuille de route de l'entreprise pour les mois à venir, en soulignant les objectifs ambitieux et les défis dans le **secteur nucléaire**. Au cœur des discussions se trouve la perspective de construire un nouvel EPR d'ici 2035, un objectif qualifié de « très ambitieux » par le PDG.

Il a souligné que cet objectif implique des travaux importants sur le parc nucléaire existant pour augmenter la production, tout en reconnaissant la nécessité de restaurer une capacité de construction à l'échelle industrielle. Il a insisté sur la mobilisation de l'ensemble des équipes d'EDF et de l'industrie pour atteindre cet objectif, en soulignant l'ampleur de la tâche, qui concerne des centaines de milliers de personnes en France.

Le PDG a également évoqué la nécessité de redresser la situation financière d'EDF, affaiblie par un niveau d'endettement élevé, en visant un objectif de production nucléaire de 400 TWh à l'horizon 2030, puis confirmé le calendrier de mise en service de l'EPR de Flamanville, qui devrait être retardé de 12 ans.

Un partenariat stratégique de 8 milliards d'euros entre **EDF** et **Framatome** pour équiper les nouveaux réacteurs **EPR2** a été annoncé début 2024, soulignant **l'engagement de la France en faveur de l'énergie nucléaire**. Le contrat comprend l'achat de six navires et de générateurs de vapeur essentiels à la production d'énergie, ce qui a suscité des réactions positives de la part des syndicats et des travailleurs.

Les générateurs de vapeur seront produits à partir de mai 2024, tandis que les navires seront mis en service en novembre 2024, démontrant la capacité de Framatome à **gérer des projets de grande envergure**. Le financement initial d'EDF de 2 milliards d'euros passera à 3 milliards d'euros à la fin de 2024, soulignant l'importance de **l'autofinancement** dans les stratégies à long terme d'EDF.

Malgré les défis actuels – le retard du raccordement de l'EPR de Flamanville au réseau national et l'augmentation du coût total à plus de 13 milliards d'euros –, EDF entend **installer en France et en Europe des réacteurs de troisième génération** à l'échelle industrielle, avec un objectif de deux par an.

## **La France et l'Italie investissent dans l'avenir du mini-nucléaire**

Le gouvernement italien mise sur la **technologie mini-nucléaire**, promue par des entreprises telles que **Newcleo** et des organismes de recherche tels que **l'Enea**, l'Agence nationale pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable. L'installation d'au moins 15 **petits réacteurs modulaires** (SMR) est prévue, qui pourraient représenter 20 % du mix énergétique italien d'ici à 2030. Newcleo, également active au Royaume-Uni et en France, pourrait installer les premiers SMR en Italie d'ici 2033, si un cadre réglementaire est rapidement mis en place. Le PDG de Newcleo, **Stefano Buono**, a souligné l'importance de la collaboration industrielle pour atteindre les objectifs en matière d'énergie et d'émissions zéro d'ici à 2050. Par ailleurs, de l'autre côté des Alpes, la France a récemment accordé à **Nuward** (une filiale d'EDF) une aide d'État de 300 millions d'euros pour le développement des SMR.

## **Stefano Monti, président de l'Associazione Italiana Nucleare**

**Stefano Monti**, président de l'Association nucléaire italienne, affirme dans une interview donnée en novembre 2023 que pour atteindre les objectifs de

décarbonisation, **l'Italie doit adopter l'énergie nucléaire**. Il invoque deux raisons principales : la dépendance de l'Italie qui importe plus de 80 % de combustibles fossiles et la nécessité de ne pas dépendre des terres rares importées de l'étranger pour les énergies renouvelables. Il explique que si seulement 10 à 20 % des besoins énergétiques de l'Italie étaient générés par l'énergie nucléaire, 67 millions de tonnes d'équivalent CO2 par an pourraient être évitées. Stefano Monti souligne le fait que les réacteurs nucléaires modernes sont sûrs, consomment beaucoup d'énergie et ont un faible impact sur l'environnement.

Quant à la nécessité d'un mix énergétique incluant l'énergie nucléaire pour répondre aux défis de la transition énergétique, Stefano Monti souligne que, malgré les investissements dans les énergies renouvelables, elles ne suffisent pas à assurer une décarbonation complète ni ne réduisent la dépendance énergétique à l'égard des pays étrangers, et évoque donc la nécessité d'une **production d'énergie stable et programmable, en soulignant le rôle crucial de l'énergie nucléaire**.

Pour finir, Stefano Monti affirme que la transition verte actuelle risque d'être plus coûteuse que bénéfique, mettant en péril l'industrie et l'économie sans résoudre complètement le problème environnemental. Il insiste sur la nécessité d'une **transition progressive** qui ne pénalise pas l'industrie et favorise des prix de l'énergie stables et abordables, soulignant à nouveau le rôle fondamental du nucléaire en synergie avec les énergies renouvelables.